

Le président de Cuba dénonce l'activation du Traité Inter- américain d'Assistance Réciproque contre le Venezuela



Miguel Díaz-Canel Bermúdez @DiazCanelB · 1 h

Denunciamos la vergonzosa decisión de activar el TIAR y su invocación con el pretexto de calificar a la República Bolivariana de Venezuela como una amenaza a la paz y a la seguridad en el Hemisferio. #SomosCuba #SomosContinuidad granma.cu/cuba/2019-09-1... Via @Granma_Digital



La Havane, 14 septembre (RHC)- Le président cubain, Miguel Díaz-Canel, a dénoncé l'activation du TIAR, le Traité Interaméricain d'Assistance Réciproque, contre le Venezuela, un traité qui inclut le recours à la force militaire.

Sur son compte twitter, le chef d'état cubain a qualifié de honteuse cette décision promue par l'OEA, l'Organisation des États Américains, avec l'argument selon lequel le Venezuela constituerait une menace pour la paix et la sécurité dans l'hémisphère.

Pour sa part, le ministère cubain des Affaires étrangères a émis une déclaration dans laquelle il rejette catégoriquement les tentatives d'activer le TIAR. Il a signalé que le seul danger pour la paix et la sécurité régionales est l'ingérence des États-Unis et l'hostilité envers ce pays sud-américain.

La déclaration du ministère cubain des Affaires étrangères indique qu'une fois de plus, l'OEA discréditée est l'instrument pour une telle ignominie à laquelle s'est opposé un groupe de pays dignes.

Voici le texte intégral de la déclaration publiée par le quotidien cubain Granma.

Déclaration du ministère des Relations extérieures : Cuba rejette énergiquement l'activation du TIAR

[Le ministère des Relations extérieures dénonce la honteuse décision d'activer le Traité interaméricain d'assistance réciproque \(TIAR \)](#), un traité qui comprend l'utilisation de la force militaire.

Le ministère des Relations extérieures rejette énergiquement son invocation avec comme prétexte de qualifier la République bolivarienne du Venezuela de menace à la paix et à la sécurité sur le continent, alors

qu'en réalité il s'agit de la politique d'ingérence de la Doctrine Monroe appliquée par les États-Unis, l'hostilité envers le Venezuela et l'utilisation de ce traité à ces fins, qui mettent en péril la paix et la sécurité régionales.

De nouveau l'Organisation des États américains, qui a perdu tout prestige, a été le vecteur pour commettre cette ignominie où un groupe de gouvernements dignes se sont clairement opposés à cette décision.

Invoquer le TIAR que les États-Unis ont utilisé pour justifier les interventions et les agressions militaires dans la région, et responsable de tant de douleur et de mort de Latino-américains et de Caribéens, est une tentative délibérée de provoquer une situation qui pourrait aboutir à l'usage de la force en vue de renverser le gouvernement légitime du président Nicolas Maduro Moros, en opposition ouverte avec les principes du Droit international et de la Proclamation de l'Amérique latine et la Caraïbe comme Zone de paix.

En rejetant cette décision, le ministère des Relations extérieures lance un appel aux gouvernements et aux peuples de Notre Amérique et du monde à s'opposer résolument à cette mesure qui prétend justifier, par le biais d'un soutien légal artificiel, l'intervention dans les affaires internes de la République du Venezuela, ce qui est inacceptable.



Radio Habana Cuba